

**Présentation pour le comité exécutif du NPA
6 avril 2020**

**Quelques éléments sur
l'analyse de la crise économique
et les réponses de la bourgeoisie**

**Rémi Grumel : rosaknecht@posteo.net
Gaston Lefranc : gastonlefranc@yahoo.fr**

Vers la plus grande récession depuis la crise de 1929 ? (1)

Loi de finances rectificative se basait sur une prévision de croissance annuelle de -1%

Cette prévision est d'ores et déjà périmée :

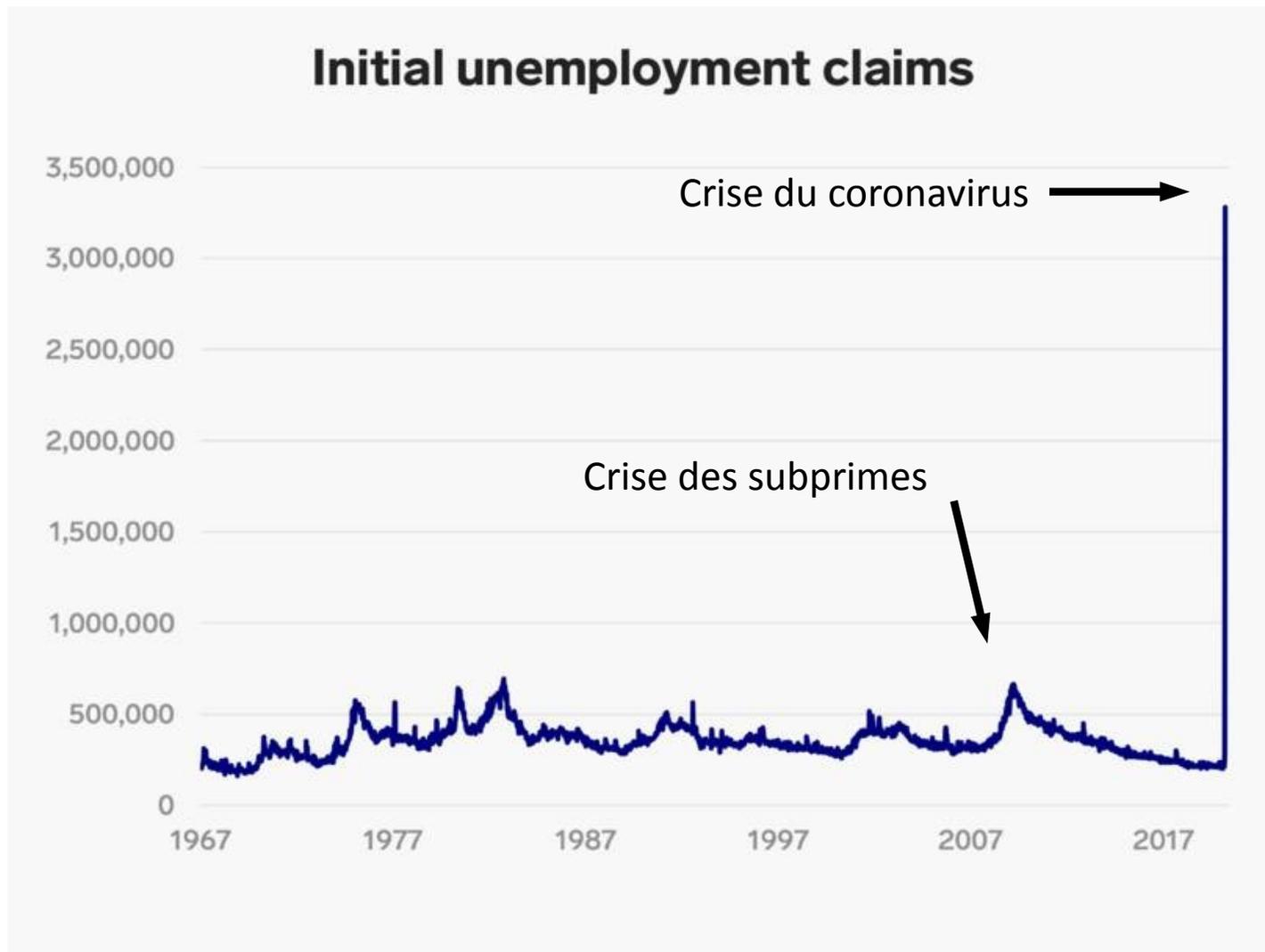
- L'Insee indique qu'un mois de confinement = -3% de croissance annuelle
- Avec deux mois de confinement, on aurait -6% de croissance annuelle, mais avec la sortie progressive du confinement + les causes fondamentales de la crise, **la chute du PIB pourrait atteindre -10% en France.**

Pour comparaison, elle avait été de -2,9% pour la France en 2009 et -2,8% pour les Etats-Unis. **Nous devons donc nous attendre donc à une récession bien plus forte qu'en 2008-2009, et peut-être la plus forte depuis la crise de 1929.**



*« cette crise, qui touche l'économie mondiale et l'économie réelle, n'est comparable [...] qu'à la crise de 1929 »,
Bruno Le Maire, ministre de l'Économie,
25 mars 2020.*

Vers la plus grande récession depuis la crise de 1929 ? (2)



Inscriptions hebdomadaires à l'allocation chômage aux Etats-Unis, dernière semaine comptabilisée non-comprise.

Explosion du chômage :

- Aux USA : +10 millions d'inscriptions au chômage en 2 semaines (du 14 au 28 mars). Le taux de chômage officiel (à 3,5% avant la crise) est probablement actuellement déjà supérieur à 10%
- En Europe, existence d'amortisseurs (chômage technique), mais le chômage va fortement augmenter aussi. En France, il y a désormais 5 millions salarié.e.s qui sont en chômage partiel.

Les causes de la crise économique (1) : « choc exogène » ou contradictions du capitalisme ?

La plupart des économistes bourgeois parlaient au départ d'un « choc exogène » très fort, avec une croissance qui repartirait de plus belle après l'absorption du choc.

Le « choc » **du coronavirus est le déclencheur de la crise, mais pas la cause fondamentale de la crise**

La crise aurait éclaté de toute façon dans les mois qui viennent, car les contradictions de l'économie étaient devenues insoutenables



Patrick Artus, chef économiste chez Natixis, affirmait par exemple sur le plateau de Boursorama le 2 mars : « *Normalement une épidémie de grippe ça s'arrête quand il fait beau [...], et donc normalement, au troisième trimestre on va retrouver une économie beaucoup plus tranquille* ».

Les causes de la crise économique (2) : « choc exogène » ou contradictions du capitalisme ?

Chart 1

Nonfinancial Corporate Debt as a Percent of GDP Exceeds Prior Peak



NOTES: Nonfinancial corporate debt includes debt securities and loans. The shaded bars indicate National Bureau of Economic Research (NBER) recessions.

SOURCES: Federal Reserve Board of Governors; NBER.

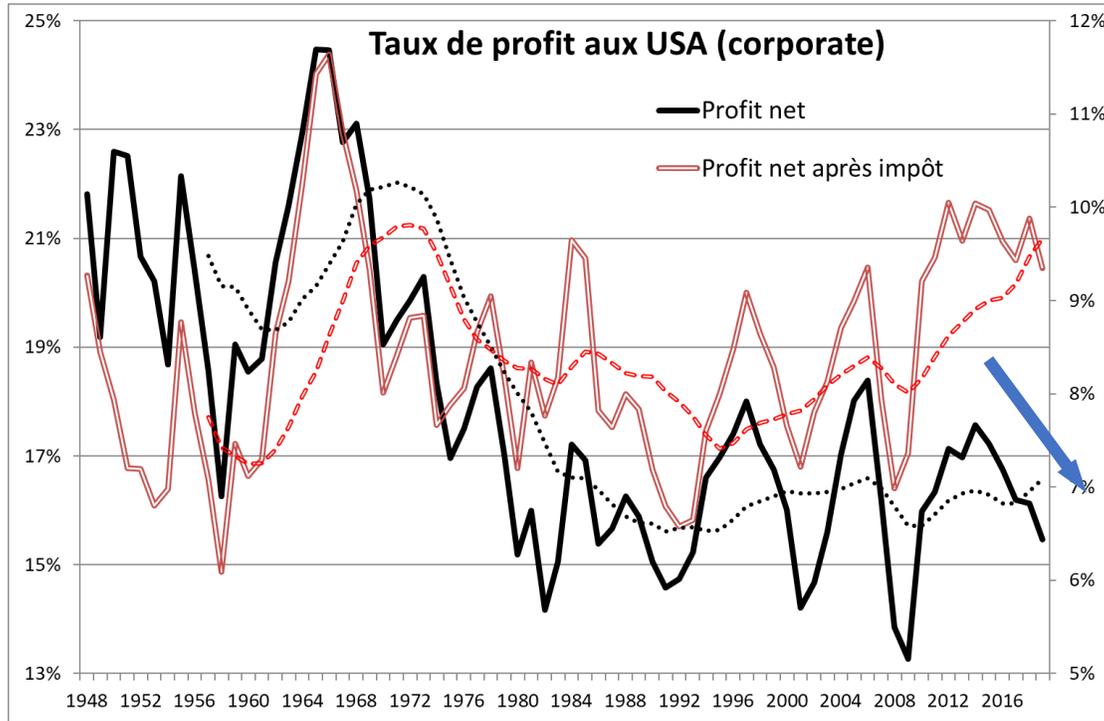
Etats-Unis- Dette (titres de créances et emprunt) des entreprises en pourcentage du PIB : le 30 septembre 2018, l'endettement des entreprises américaines avait déjà dépassé le pic d'avant la crise de 2007-2008

- **Hausse de l'endettement des entreprises** (par rapport à la valeur ajoutée), stimulée par les taux d'intérêt très bas, pour financer les investissements (souvent « improductifs » : rachats d'actions, fusion-acquisitions...) et la spéculation immobilière et financière.

- **Bulle financière** : déconnexion entre les profits réels et la valorisation du capital fictif sur les **marchés d'actions** en particulier

- Un endettement important dans un contexte de faible rentabilité du capital est facteur de crise.

Les causes de la crise économique (3) : « choc exogène » ou contradictions capitalisme ?

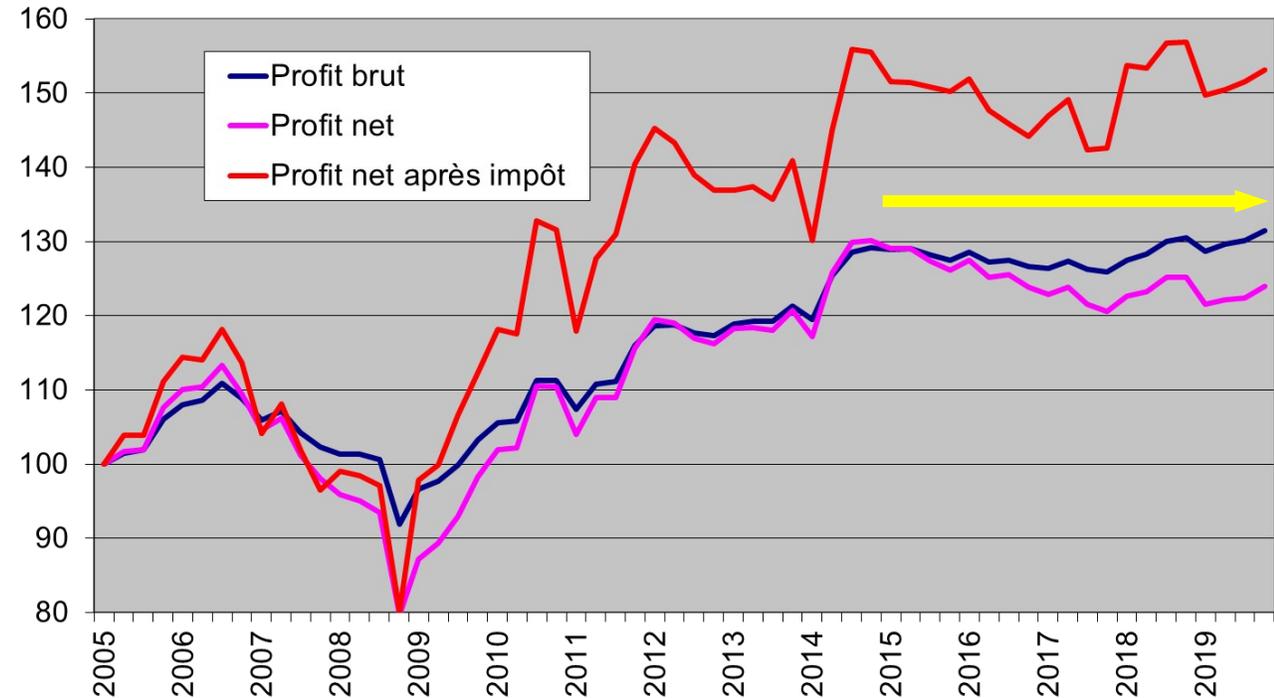


Source : Gaston Lefranc / le profit net avant impôt est évalué avec l'échelle de gauche alors que le profit après impôt est évalué avec l'échelle de droite

TAUX

MASSE

Profits brut et net aux USA



Source : Gaston Lefranc. Base 100 en 2005

Aux Etats-Unis (et dans la plupart des pays du G7) :

- Depuis 2014 : **stagnation de la masse des profits et baisse du taux de profit**. Les gouvernements ont cherché à contrecarrer cette tendance par des baisses massives d'impôts pour les entreprises.

Les causes de la crise économique (4) : « choc exogène » ou contradictions capitalisme ?

Que s'est-il passé depuis la crise de 2008?

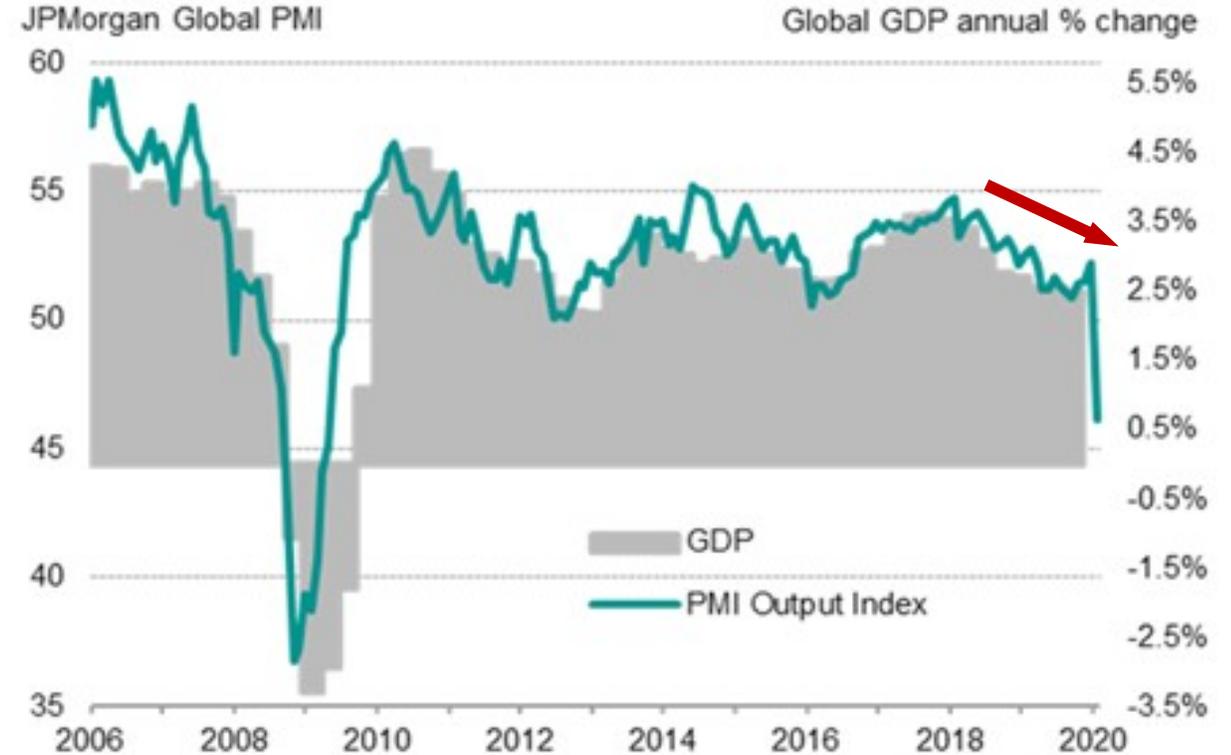
- La purge du capital excédentaire après la crise de 2008 a été fortement amortie par les plans d'aides des Etats aux entreprises « too big to fail ». Cela a permis de limiter l'ampleur de la crise, mais cela a empêché une véritable reprise : après la récession de 2008, nous vivons depuis une dizaine d'année une phase de stagnation (ralentissement de la croissance)

- Les Banques centrales ont mis l'économie mondiale sous perfusion monétaire, alimentant l'endettement, les bulles, et permettant la survie d'entreprises « zombie ».

=> **Toutes les conditions étaient réunies pour une grande crise.** La crise arrivait. Fin 2019, la croissance ralentissait aux USA, le Japon (-1,8% sur le dernier trimestre 2019) et la France ont vu leur PIB baisser (-0,1% sur le même trimestre). Le coronavirus arrive au plus mauvais moment.

Ralentissement de l'accumulation au niveau mondial

Global PMI and GDP



Sources: IHS Markit, JPMorgan.

Courbe bleue, échelle de gauche (Global PMI) : Indice PMI de la croissance de la production (industrie et services) mondiale : lorsque l'indice passe sous la barre des 50, l'indice indique une décroissance de la production.

Diagramme gris, échelle de gauche : croissance économique mondiale, en pourcentage de variation du PIB mondial source : ihsmarkit.com

Les premières réponses de la bourgeoisie

En France, un plan de soutien massif aux entreprises de 45 milliards + 300 milliards de garanties de prêts, qui sera largement dépassé :

- loi de finance rectificative : 8,5 milliards de chômage partiel + 1 milliard pour un fond de solidarité pour les petites entreprises + 35 milliards de report de cotisations et impôts + 300 milliards de prêts futurs qui seront garantis par l'Etat
- L'ardoise du chômage technique sera bien supérieure : 4 millions de salariés sont au chômage partiel (un salarié du privé sur 5) ; l'OFCE chiffre à plus de 20 milliards par mois le coût du chômage partiel (en y incluant les pertes de cotisations sociales)

Aux USA, un plan de soutien gigantesque de 2000 milliards de \$:

- Les deux tiers pour les entreprises : aides directes et prêts avec quelques contreparties (fin des rachats d'actions, des versements de dividendes...)
- Un tiers environ pour les ménages : chèque de 1.200 \$ (+500 \$ par enfant) pour les ménages gagnant moins 75.000 \$ par an ; hausse de l'indemnisation chômage

Des plans de soutien XXL par rapport aux plans de soutien suite à la crise de 2008. Ces plans de soutien seront payés par les travailleurs/ses :

- soit par des plans d'austérité beaucoup plus durs qu'après la crise de 2008 si le déficit public est financé par emprunt
- soit par une inflation galopante, qui aura néanmoins l'avantage de toucher également les capitalistes et de soulager les ménages emprunteurs.

D'autres réponses sont-elles envisageables ?

Pas de solidarité européenne !

- Sommet du Conseil européen 26 mars : pas d'accord sur les « coronabonds » (l'Europe s'endetterait pour le compte de chaque Etat et serait garant des prêts en dernier ressort) ; pas question de transferts budgétaires d'un Etat à l'autre
- Ce qui se profile : un mécanisme du même type qu'après la crise de 2008-2009, autour du « mécanisme européen de stabilité » (prêts sous conditions et sous surveillance).

Vers une économie de guerre au service des capitalistes ?

- Principes de l'économie de guerre (seconde guerre mondiale aux USA) : la consommation des travailleurs/ses est fortement réduite (via taxes ou épargne forcée) pour financer l'investissement public qui se substitue à l'investissement privé ; les débouchés sont garantis par l'Etat ; le taux de profit se redresse.
- Aujourd'hui, une « économie de guerre » prendrait une autre forme mais aurait les mêmes objectifs : rétablissement du taux de profit avec mise en place d'un Etat autoritaire, restriction de la consommation des masses, et prise en charge de l'investissement par l'Etat.

Vers une économie de guerre au service des travailleurs/ses ?

- Réquisitions des entreprises pour satisfaire les besoins sociaux (matériel sanitaire, biens de première nécessité, etc.)
- Pousser cette logique jusqu'au bout : pas simplement réquisitionner, mais exproprier et socialiser, sous la direction des travailleurs/ses auto-organisés via de nouvelles institutions communistes